

LA DETTE EXPLIQUÉE AUX NULS

LE 29 AOÛT 2011 STANISLAS JOURDAN

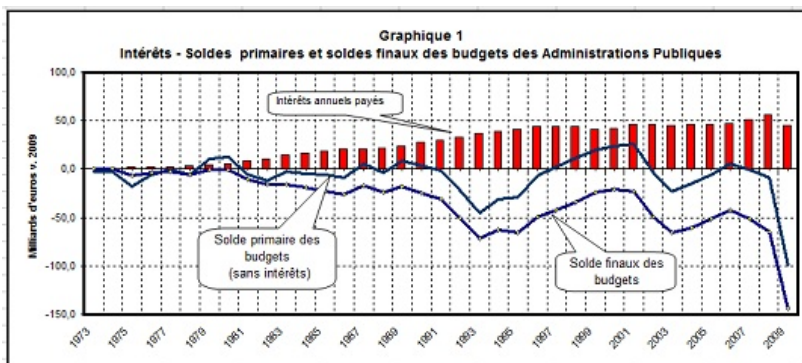
La gestion de la dette conditionnera les débats de la présidentielle, comme l'a montré l'Université d'été du PS. Un sujet complexe, pollué par les idées reçues et les croyances. Pour y voir plus clair, OWNI reprend les bases.

Lorsque l'on parle de dette, il est de coutume de dire que « l'État vit au dessus de ses moyens », que le modèle social français n'est plus soutenable, et qu'il faut donc réduire les dépenses.

Pourtant, la réalité est légèrement différente : sur 1 600 milliards de dette publique remboursée depuis 1974, **environ 1 200 milliards d'euros ne sont constitués que des seuls intérêts.**

L'effet « boule de neige » explique en grande partie ce phénomène. Afin de rembourser les intérêts, le Trésor fait « rouler » la dette, il émet de nouveaux emprunts pour rembourser ceux d'avant. Ce mécanisme est digne d'une chaîne de Ponzi : d'une part car cela alourdit toujours plus la charge de la dette jusqu'à la rendre insoutenable ; et d'autre part parce que cet accroissement de la dette nécessite que de nouveaux contributeurs rejoignent le système et mettent au pot à leur tour.

En réalité, hors paiement des intérêts, les budgets sont globalement à l'équilibre comme le montre le graphique ci dessous (**issu du travail de André-Jacques Holbecq**) :



Rembourser la dette, ce n'est donc pas payer en différé les dépenses d'éducation, de santé ou d'autres investissements. Payer la dette revient essentiellement aujourd'hui à donner de l'argent aux détenteurs des bons du Trésor français. Qui sont-ils ? En vrac, des banques, des assurances, les grosses fortunes, et également les détenteurs d'assurance vie. Notons aussi que, **selon l'Agence France Trésor**, environ 65% de la dette publique française est détenue par des investisseurs étrangers.



Rien d'étonnant à ce que les marchés soient rémunérés en prêtant leur capital. Mais rappelons tout de même que l'Etat n'a pas toujours eu besoin des marchés pour se financer.

Ce n'est qu'à partir de 1974, après adoption de **la loi controversée dite « Pompidou-Giscard »** que le gouvernement français s'est interdit d'emprunter gratuitement à la Banque de France.

A l'époque, l'idée de cette loi était de ne pas encourager les politiques dispendieuses (afin de limiter **les risques d'inflation monétaire**), en leur privant l'accès aux financements faciles de la banque centrale.

L'instauration d'un garde fou contre le clientélisme est une bonne intention, mais son application fut en réalité plutôt désastreuse. L'effet boule de neige évoqué plus haut est en effet passé par là, faisant exploser la dette publique jusqu'à atteindre 85% du PIB aujourd'hui.

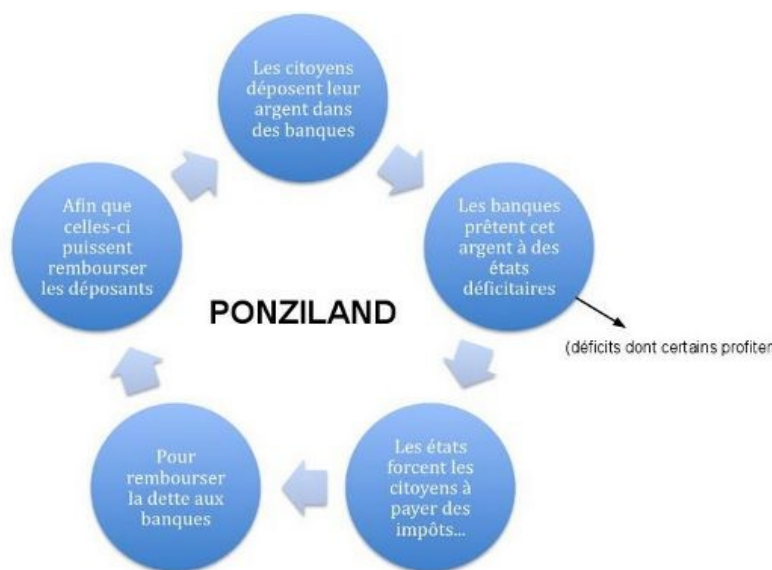
Revenir sur la loi de 1973 serait une bagatelle, si seulement son principe n'avait pas été repris par les traités européens, qui stipulent non seulement que la Banque centrale européenne ne peut pas octroyer des crédits aux États, mais également que la BCE doit tout mettre en oeuvre pour maintenir une inflation basse, à environ 2%. Pourtant, comme l'expliquent certains économistes tel Olivier Blanchard du FMI, **un peu d'inflation ne ferait pas de mal aux économies européennes** puisque cela ferait « fondre » la dette tout en dévaluant quelque peu l'euro, relançant ainsi les exportations.

L'ambiguïté du droit de la dette

Entre 2008 et 2009, le pourcentage de dette de la France est passé de 60 à 85% du PIB. Une grande partie de cette augmentation s'explique par les coûteux plans de relance des États pour faire face à la crise financière provoquée par les prises de risques inconsidérées des banques.

L'ironie de l'histoire, c'est que pour sauver la finance de la déroute, les États ont emprunté à ces mêmes acteurs financiers pour ensuite soutenir les banques et autres secteurs touchés.

Et pendant que l'on interdit à la BCE de donner un peu d'air aux démocraties en les finançant directement, celle-ci ne se prive pas de **renflouer les banques à des taux incroyablement bas**.



La dérive de la dette publique n'est pas seulement due au clientélisme des politiques, ni même à la trop grande générosité de notre modèle social. Ces problèmes sont secondaires au regard de l'absurdité du système monétaire dont la dette publique est le résultat.

Ce système est dicté par des dogmes économiques dont les limites apparaissent aujourd'hui évidentes. Et pour reprendre le titre de l'excellent livre de **André-Jacques Holbecq**, la dette est une « affaire rentable »... pour les marchés financiers.

Trop longtemps ceux-ci ont pris pour acquis que les obligations souveraines étaient « sans risque » et aujourd'hui, ils se réveillent et, réalisant que ce n'est pas le cas, forcent les États à engager des réformes difficiles.

Une situation paradoxale : soit la dette est vraiment « sans risque », auquel cas le paiement d'une prime de risque est illégitime. Ou la dette souveraine serait « risquée », alors il est logique que des investisseurs essuient éventuellement des pertes.


Il y a toujours eu deux façons de se désendetter : la première consiste à ne pas payer ceux qui ont pris le risque de prêter leur argent ; la seconde, c'est l'austérité budgétaire, c'est à dire le sacrifice du peuple face aux marchés.

—

Photos Flickr  yenna ;  <http://underclassrising.net>.

Graphiques : **André-Jacques Holbecq**.

GERARD LEBLOND

le 29 août 2011 - 14:47  SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Juste un détail. Quand on parle de la dette, on raisonne toujours sur la dette cumulée depuis toutes ces années.

Comme ce sont des bons du trésor, je suppose qu'il y a un délai pour les rembourser, mettons 5 ou 10 ans.

OR, pour rembourser cette dette globale, on prend le PIB d'une seule année. C'est comme s'il fallait avec le salaire d'un mois rembourser l'intégralité du crédit de la maison.

Du coup si on rapporte la dette aux échéances de remboursement, on tombe dans un ratio beaucoup plus faible (relativement), de l'ordre d'une cinquantaine de milliards par an à trouver approximativement, ce qui est tout à fait concevable avec une politique fiscale adaptée.

VOUS AIMEZ



0


VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

OLIVIER75

le 29 août 2011 - 15:05  SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



1) Pour "renflouer les banques à des taux incroyablement bas", il y avait surtout une crise de liquidité depuis la défaillance de Lehman et non (en France) un problème de solvabilité...

2) Les dettes souveraines étaient jusqu'ici considérées comme non risquées par les organismes de régulation bancaire et pesaient dans le calcul des ratios de solvabilité des banques (Bâle 3).

3) À propos de plan de relance, je rappelle celui-ci, qui aurait été plus couteux <http://www.ladepeche.fr/article/2009/01/20/527872-Martine-Aubry-Le-contre-plan-de-relance-du-PS.html>

VOUS AIMEZ



0


VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

LOIC

le 29 août 2011 - 16:22  SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



@Gerard Leblond : Effectivement ça ne représente "que" 50 milliards à peu près... Après ça reste une somme colossale qui serait bien plus utile dans beaucoup de secteurs qui manquent vraiment de budget...

La question est de savoir si cette dette est légitime... A mon avis non puisqu'il était possible d'emprunter à taux 0... donc sans payer tout ça... Il "suffit" donc de revenir là dessus et d'un coup la France se retrouve immensément riche !!!

VOUS AIMEZ



0


VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

STANISLAS JOURDAN

le 29 août 2011 - 16:29  SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



@loic : vous avez bien cerné le débat que j'ai essayé de lancer avec cet article.

Ceci dit je vous mets tout de même en garde sur le fait qu'on pourrait s'endetter à taux zéro. C'est une possibilité qui est importante d'avoir, mais je ne pense pas qu'il faille le voir comme un remède à tout.

Si les gouvernements avaient fait ça depuis 30 ans, on aurait eu une inflation bien plus

forte et nous serions donc surement un peu moins riche aujourd'hui (en termes de PIB...). Mais que vaut-il mieux ? Une croissance modeste et moins d'inégalités, ou bien l'inverse ?

Cette possibilité doit être très encadrée, avec des limites et une transparence sans faille. Et elle n'enlève rien à la nécessité de ce pays de faire des réformes (car encore faut-il que les dépenses publiques servent vraiment à réduire les inégalités)...

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

MARCUS

le 29 août 2011 - 17:37 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Ayons tous en tête que ces intérêts ne représentent que le service de la dette publique puisque cette dette hypertrophiée est non-remboursable.

Dette immuable = service de la dette en hausse perpétuelle = modèle économique insoutenable

On comprend pourquoi les gouvernements complices des grandes fortunes de la finance et du lobby bancaire réclament à corps et à cri de strictes réductions de dépenses et accroissent les prélèvements obligatoires de toutes natures, faisant porter l'effort sur les plus gros producteurs de richesses (salariés, cadres, PME, PMI...)

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

GERARD LEBLOND

le 29 août 2011 - 18:47 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Tout dépend de l'échelle. 50 milliards par an sur un PIC total de 2000 milliards ça reste encore de l'ordre du possible. Mais je suis d'accord avec vous, il faut voir d'où vient cette dette, et qui la détient actuellement pour savoir ce qu'elle vaut réellement.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

ADRIEN

le 29 août 2011 - 19:20 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



que d'étrangetés dans l'article et les commentaires...

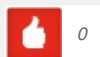
- "il était possible d'emprunter à taux zéro" peut-être mais ça correspondait à de la pure création monétaire, donc à l'inflation, ie les prix augmentent et il faut encore emprunter pour payer les dépenses de l'état, autre cercle vicieux qui mène à des dévaluations successives du franc (à l'époque), c'est à dire à une terrible perte de pouvoir d'achat à l'international (carburant, alimentaire, etc...). Laisser des gouvernements visiblement peu responsables emprunter à taux zéro, c'est prendre le risque d'une hyperinflation très désagréable (cf. Allemagne, Zimbabwe). Il n'y a pas de raison de toute façon pour que l'état finance les dépenses courantes en s'endettant

- c'est bien gentil de dire que le solde primaire n'est pas si grand que ça, mais ça fait quand même 100 milliards en ce moment. Quand l'austérité est qualifiée de "sévère" par la presse alors que c'est 10 milliards sur 100, par de nouvelles taxes plutôt qu'une réduction des dépenses, on voit qu'on aura encore besoin des créanciers

- on peut crier sur les méchants marchés, mais cet accumulation de dettes résulte avant tout des fautes politiques des gouvernements successifs, de droite comme de gauche, qui ont utilisé la dette pour financer leurs promesses électorales sans avoir à augmenter les impôts, et n'ont pas eu le courage de dire à leurs électeurs que cela ne pourrait pas continuer ad vitam aeternam (la fameuse cagnotte fiscale aurait par exemple due être utilisée pour rembourser une – petite – partie de la dette) quand la dette était à 20% du PIB, c'était effectivement un placement sûr, maintenant ça l'est moins, du coût c'est plus cher pour l'État d'emprunter

- bien sûr, on peut théoriquement décider, une fois qu'on a préparé un budget de solde primaire nul, de faire défaut sur l'ensemble de la dette (c'est à dire faire supporter – assez violemment – le risque aux investisseurs), mais après il faut être prêt à 30 de budgets parfaitement équilibrés, ce qui veut dire pas de politique de relance en cas de crise, pas de gros investissement,

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

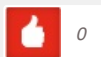
É-PATANT

le 29 août 2011 - 20:02 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



beuh, j'ai rien compris...., même à la lecture des commentaires

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

STANISLAS JOURDAN

le 29 août 2011 - 22:09 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



@adrien oui c'est de la création monétaire temporaire (la banque centrale peut supprimer la monnaie à mesure qu'elle est remboursée). Il faut se méfier des comparaisons Weimar / Mugabe qui sont un peu à l'économie ce que Godwin est à internet... Il faut bien se souvenir que le Zimbabwe est un pays totalement corrompu, et que l'Allemagne de Weimar était occupée par la France et que toute la Rhur était en grève (donc baisse drastique de la production => inflation).

Bref, il est évident que tout pays devrait être à l'équilibre budgétaire, mais lorsqu'on arrive à une situation avec une telle pile de dette, il faut aussi savoir être pragmatique.

Sous prétexte que l'inflation est mauvaise pour les peuples, on a préféré s'endetter à outrance, comme si le peuple n'allait jamais payer cela un jour ! C'est un énorme mensonge ! Sauf que ce mensonge est peut être encore pire que l'inflation. La dette est un moyen confortable pour les politiques de "cacher" l'inefficacité de l'économie et de l'Etat. Cela permet de reporter à plus tard (après les élections, par exemple) les problèmes d'aujourd'hui.

Avec l'inflation au moins, les problèmes d'aujourd'hui se révèlent aujourd'hui. Les politiques ne peuvent donc pas se soustraire de leurs responsabilités, et le peuple est directement touché (là où ça fait mal : le portefeuille) par la mauvaise gestion de ses représentants. Il peut donc se soulever s'il estime que le pays est mal géré.

Tant que tout le monde touche son virement à la fin du moins (même si c'est de l'endettement) tout le monde est content, donc -du peuple ou des dirigeants- personne ne bouge.

On peut voir inflation comme un indicateur de l'inefficacité de l'économie. Laissons donc de la flexibilité à cet indicateur plutôt que de prétendre unilatéralement qu'il doit être à 2% !

Sinon, il est vrai que je n'en parle pas trop dans l'article (qui se consacre au thème bien précis de la dette) mais il faut bien comprendre l'urgence des réformes. Nous dépensons 600 milliards d'euros de dépenses publiques et on est même pas capable d'anéantir la pauvreté en France. Disons le tout net : c'est un scandale.

Pour finir, quelques mots sur ce que je prône exactement. Je ne dis pas qu'il faut faire défaut sur la dette comme ça, mais la question mérite au moins d'être posée. Après, personnellement, je pense qu'un jour il faudra au minimum restructurer la dette en allongeant les remboursements ou en diminuant les taux d'intérêts. Mais ceci n'est possible que si 1. Les politiques ont des idées de réformes en profondeur du système (et crédibles) et 2. si la France peut dire merde au marchés et se tourner vers sa banque centrale – afin de palier temporairement à des turbulences financières.

VOUS AIMEZ



1

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

PEPITO WELL

le 29 août 2011 - 23:03 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



@Adrien

Alors pour le coup de l'inflation qu'on se serait tapé, je vous invite à regarder l'injection de liquidité depuis dix par la BCE dans l'économie (environ 8%/an). Ce qui nous fait une inflation ou plutôt une déflation de... et bien de 8%/an (ce qui fait du x2 en 10ans). Mais où a bien pu passer cette belle création monétaire vu que nous n'avons jamais dépassé les 2% d'inflation par an?

Ah oui la BCE ne peut prêter qu'aux banques privées depuis l'article 104 de Maastricht repris dans le traité de Lisbonne à l'article 123. Ces mêmes banques qui choisissent ensuite où elles vont placer cette nouvelle masse monétaire et je vous invite à regarder l'évolution des prix des actions et de l'immobilier qui ont eux reçus une superbe poussée inflationniste depuis... ben depuis une bonne dizaine d'année.

Ainsi on voit comment il est devenu bien plus intéressant d'être propriétaire que de travailler. En dix ans un couple de profs qui auraient acheter dans la capitale aurait plus gagné sans rien faire qu'en travaillant pendant ces dix ans puisque leur logement a été

multiplié par un peu plus de 2.

Alors j'aimerais qu'on arrête de nous rabâcher la fameuse histoire du "mais s'il y a de l'inflation ce sont les pauvres qui vont trinquer" exemple l'hyperinflation allemande ou zimbabwéenne. Si le smic est indexé sur l'inflation (et c'est encore le cas je crois) l'inflation ne fera que nous appauvrir tous mais surtout ceux qui ont beaucoup, et comme il faudrait peut être apprendre à vivre avec moins. Ben moi je vote pour l'inflation. Parce qu'entre deux situations bien difficiles j'aurais au moins l'impression qu'avec l'inflation tout le monde y perd. Et on commencerait peut être à réfléchir à de nouvelles solutions collectivement. En tous cas nos élites verraient peut être différemment le pauvre si ce dernier commence à regarder leur gros bide en se léchant les babines parce qu'il n'a plus rien à se mettre sous la dent. Et nos chers concitoyens se rendrait sûrement très vite compte qu'on leur a pris la démocratie il y a bien longtemps et qu'il serait temps de se sortir les doigts du Fillon pour que ça bouge un peu.

Bonne nuit

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

EDOUARD

le 30 août 2011 - 4:12 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



La création monétaire de la part des banques est limitée par des mécanismes (taux de réserves fractionnaires, taux d'intérêt etc...). Dans le système ici décrit, il n'y a pas d'autre limite que la volonté politique, l'Etat est juge et parti.

Qui peut croire sérieusement que de se prêter de l'argent à soi-même à 0% soit un système viable ?

De plus pourquoi l'Etat devrait-il être le seul à pouvoir jouir de ce privilège ? Ne doit-on pas suivant cette logique interdire le prêt à intérêt ?

Comment se fait-il qu'on arrive pas à imaginer un Etat qui n'ait pas à s'endetter ?...

Si l'on remettait ce système en place, l'État n'aurait jamais la moindre intention de rembourser ses dettes. Un État ne rembourse jamais ses dettes de son plein gré. Si l'État a la possibilité de demander à la banque centrale de lui prêter des billets fraîchement imprimés, il s'empressera de se servir de cette possibilité pour emprunter sans limite, ni de montant, ni de durée. Et c'est l'hyperinflation, et donc la ruine des citoyens, catastrophe de la république de Weimar 2.0.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

JACQUES

le 30 août 2011 - 10:37 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Bonjour,

Je me souviens d'un article sur Owni il y a quelque mois, expliquant les bases de la création monétaire, du principe d'endettement, etc. soutenant que l'inflation était surtout bonne pour les états et les banques, et pas du tout pour les simples citoyens :

<http://owni.fr/2011/05/18/comment-le-systeme-monetaire-profite-aux-banques/>

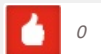
Sinon, que pensent les gens compétents de ceci ? :

<http://www.creationmonetaire.info/2011/06/theorie-relative-de-la-monnaie-20.html>

En résumé, l'auteur démontre que le système financier est fondamentalement injuste, et prône une création monétaire constante (sans contrepartie en dette) et sa distribution égalitaire :

Merci de vos éclairages

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

PEPITO WELL

le 30 août 2011 - 11:15 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



@Jacques

Parfaitement d'accord avec la création monétaire par une allocation universelle. LA création monétaire par endettement généralisé n'est pas viable au delà d'une ou deux

générations. Et nous y sommes.

Mais pour passer à un nouveau Bretton Woods (entendre par là un nouvel ordre monétaire mondial) il va falloir que ça bouge un peu et je ne pense pas qu'en laissant l'oligarchie en place nous proposer des solutions qu'on ait une chance d'avoir une création monétaire juste.

D'où la NÉCESSITÉ que ça craque fort.

Mais ça viendra, ça viendra... Laissons les lois rigoristes faire leurs effets.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

MICHEL

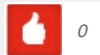
le 1 septembre 2011 - 9:12 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Ce qu'il y a de génial avec cet article c'est qu'on ne sait toujours pas exactement en quoi consiste cette fameuse "dette publique". On sait comment elle croit, qui la détient, etc. Mais on ne sait pas vraiment ce que c'est.

Il faudra songer à écrire un article sur la dette publique pour les "super nuls"...

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

JOSSELIN

le 1 septembre 2011 - 22:18 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK

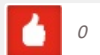


@ EDOUARD

L'Etat ne serait pas juge et parti car l'inflation que subirait la population la rendrait juge de l'action de ses dirigeants (si inflation > le pouvoir d'achat de la population diminue > donc mécontentement à l'égard des dirigeants > donc les politiques sont sanctionnés).

De plus, les limites seraient d'autant plus importantes que la population subirait directement les effets d'une mauvaise gestion budgétaire, beaucoup plus rapidement qu'actuellement (puisque la dette reporte les obligations à plus tard).

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

DBAL

le 1 septembre 2011 - 23:30 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



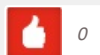
En plus simple :

La crise des ânes

ou comment raconter la crise à ceux qui ne connaissent rien aux lois du marché

<http://www.legrandsoir.info/ou-comment-raconter-la-crise-a-ceux-qui-ne-connaissent-rien-aux-lois-du-marche.html>

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

EDOUARD

le 2 septembre 2011 - 12:29 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



@Josselin :

C'est vrai, et en ce sens la création monétaire est un impôt. Mais c'est un impôt déguisé, en ce sens il est trompeur puisqu'invisible, les gens ne feraient pas le lien avec la création monétaire, comme c'est le cas aujourd'hui.

Aujourd'hui il s'agit déjà de plus en plus de création monétaire, cf rachats de dette par la BCE.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

JOSSELIN



le 2 septembre 2011 - 12:46 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



@Édouard

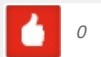
Oui, il s'agirait d'un impôt déguisé. Mais il aurait le mérite :
- d'être supporté par tout le monde sans exception
- de ne pas faire profiter du déficit de l'état aux plus aisés et aux banques (qui empochent actuellement les intérêts de la dette)

Je pense que le poids de l'inflation qui se mettrait en place justifierait un peu de pédagogie. En tous cas, affectés par cette hausse des prix, les gens chercheront à comprendre et l'état devra assumer ses responsabilités.

Finalement, je trouve ceci beaucoup moins "invisible" et injuste que le processus de création de dette qui ne profite qu'aux nantis, tandis que la majeure partie des gens ignore les dessous du système (et en subit les conséquences via les restrictions budgétaires en cours).

Le rachat de dettes par la BCE est une première étape, avant de d'autoriser les prêts aux Etats à des taux minimums.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

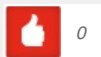
JEAN-PHILIPPE

le 5 septembre 2011 - 11:41 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Bravo Stanislas ! C'est clair, c'est limpide et c'est bien expliqué. Ça nous change des discours "langue de bois" des économistes. ;)

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

GIDMOZ

le 11 septembre 2011 - 16:35 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Toute critique du système monétaire actuel qui ignorerait le free-banking est nécessairement invalide. En effet, la seule cause des dysfonctionnements monétaires est le monopole étatique de la monnaie. Dissérer sur la manière par lesquelles l'Etat sous-traite l'émission monétaire aux banques commerciales est anecdotique. Ce préambule est utile pour donner le cadre de ma réponse.

La Banque Centrale est une administration mandatée par l'Etat pour gérer le monopole étatique. Les banques commerciales créent de la monnaie sous le contrôle de la Banque centrale. En gros, une banque commerciale doit emprunter un euro à la Banque Centrale pour avoir le droit de prêter quatre euros à ses clients. Une telle règle administrative est arbitraire et pragmatique.

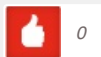
L'Etat, comme tout agent économique, doit emprunter pour sa gestion. Une question qui agite certains économistes est de savoir si c'est la Banque Centrale qui doit prêter à l'Etat à taux nul ou bien si c'est les banques commerciales qui doivent prêter à l'Etat au même taux qu'aux autres clients.

Cette question est légitime. En effet, la Banque Centrale qui prête à l'Etat, c'est la main droite qui prête à la main gauche. Il s'agit de la même personne juridique qui se prête à elle-même.

La société Hewlett-Packard préfère que chaque service de sa compagnie achète ses PC aux revendeurs plutôt que ce soit l'usine qui fournisse gratuitement les ordinateurs aux divers services de HP. C'est une gestion saine et intelligente. La raison est l'optimisation des ressources est automatique, lorsque chaque service doit gérer son budget. Des ordinateurs HP gratuits aurait exigé une gestion centralisée et une évaluation centralisée des besoins de chaque service dans chaque pays. Le coût de cette gestion centralisée serait plus coûteuse que la marge commerciale des revendeurs.

Le raisonnement de gestion est semblable lorsque l'Etat demande que chaque administration emprunte à une banque commerciale plutôt que d'emprunter à taux nul à la banque Centrale. Il est donc préférable que les diverses administrations de l'Etat empruntent l'argent aux banques commerciales.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

JOSSELIN

le 11 septembre 2011 - 16:49 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



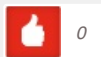
@Gidmoz

Il est sans doute préférable que les diverses administrations de l'État empruntent à des banques commerciales (pour les régions en tous cas), ce qui permet une gestion décentralisée.

Néanmoins, la gestion de la dette est pour le moment principalement centralisée; il n'y aurait donc pas de frais de gestion supplémentaires à ce que l'État emprunte directement auprès de la BCE.

La vraie question est plutôt de savoir comment gérer cette création de monnaie propre à chaque pays, mais dont les conséquences (inflation) toucheraient l'ensemble de la zone Euro...

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

LIOR

le 14 septembre 2011 - 1:11 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Bonsoir à tous, et je félicite encore une fois Stanislas d'avoir eu le culot de poster ça sur OWNI. Mais l'ayant déjà vu faire au sein de CelluleDeCrise, je savais qu'un jour cela viendrait de lui ;)

Parenthèse mise à part, ce que j'adore quand on parle de ces sujets, ce sont les débats qui suivent, et où l'on apprend plein de choses, et j'aimerais quand même revenir sur un ou deux points de la discussion.

Premièrement, Stanislas met des barrières, il s' "autocensure" (entre guillemets) en expliquant que le recours à la banque centrale favorise l'inflation. Tout d'abord, les chiffres montrent que la décennie pré-1973 était moins inflationniste que la décennie post-1973 (voir article d'AJH qui cite les chiffres de l'INSEE je crois, mais je suis pas sur).

Ensuite, il suffit de faire un raisonnement simple. Comme l'explique la théorie monétaire (du moins, ce que j'en ai compris), la masse monétaire se définit par les crédits (donc les dettes contractées par les agents économiques) et se résorbe par l'échéance.

Or, le système à réserves fractionnaires (dont un intervenant a très bien défini son fonctionnement dans son commentaire) revient à donner le pouvoir aux banques commerciales de créer 5 à partir de 1. Moi, banque commerciale, j'ai 1€ de fond propre, je peux en prêter 5. Et en plus, sur ces 5, je vais demander un intérêt de 5% par an (j'ai pris un facteur de 5 parce que l'intervenant a pris un facteur de 4, et j'avais entendu parlé d'un facteur 9, donc on prend un juste milieu).

Or on comprend bien la contradiction de la gestion de la masse monétaire, dès lors que l'intérêt qui est demandé n'est pas créé comme l'est le capital. En d'autres termes et pour faire simple, quand je demande un prêt à la banque commerciale, elle injecte dans la masse monétaire le capital (disons 10€), mais n'injecte pas l'intérêt (disons 3€), la seule manière d'arriver à rembourser les intérêts, ce soit qu'une autre injection de 3€ soit faite dans la masse monétaire.

Stanislas évoquait le mécanisme de destruction de la monnaie par les banques. Quand on rend la monnaie à une banque, on équilibre le bilan et la monnaie est détruite. Or comment sont détruits les intérêts ? Puisqu'ils ne remplissent aucune créance ?

Je ne sais pas si je suis clair, mais ce que je veux exprimer pour être clair c'est : J'emprunte 1000€ à la banque de France, ça fait augmenter la masse monétaire de 1000€ (donc inflation .. et encore, c'est pas dit), puis je rend les 1000€ et je détruis la monnaie. A l'inverse, je prend 1000€ à une banque commerciale, elle crée elle aussi cette monnaie, tout comme la banque centrale, sauf qu'elle, je lui rend les 1000€ et je détruis la monnaie, mais un autre crédit doit être fait pour rendre les 300€.

Donc en empruntant à la banque centrale, je favorise moins l'inflation (l'augmentation de la masse monétaire supérieure à la production de richesses) qu'en empruntant à une banque commerciale.

Ensuite, sur le volet : "C'est normal que les administrations empruntent à des banques commerciales, tout comme devrait le faire HP avec ses succursales". Sauf que la différence, c'est qu'HP est une entreprise commerciale et privée, et que jusqu'à nouvel ordre, les administrations gèrent des VIES, des humains, des services sociaux, culturels etc. Et lorsque l'on parle de ces choses là, la logique comptable n'a plus [et ne devrait pas en tout cas] avoir lieu.

Ceci explique d'ailleurs l'explosion de la dette publique, la logique comptable d'entreprise ne pouvant être adoptée au niveau du peuple Français, les administrations ont continué à emprunter, preuve que le taux d'intérêt ne leur importait peu quand il s'agissait de gérer la société française. Alors tant qu'à faire on aurait pu le leur éviter, au moins nous

n'aurions pas de dette aujourd'hui.

Alors comme je le précise souvent, je ne suis pas du tout économiste, et j'ai peut-être dit d'immenses conneries, et j'espère que si c'est le cas, on me le fera savoir de manière argumentée.

Sinon bah, c'est cool que cette info sorte sur des médias généralistes comme OWNI, Libé et Le Monde.

Cordialement à tous,

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

LIOR

le 14 septembre 2011 - 1:16 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Ha et je voulais aussi reprendre une erreur qui a été communément faite : La Banque Centrale Européenne n'a JAMAIS violé le traité.

ARTICLE 123 :

1. Il est interdit à la Banque centrale européenne et aux banques centrales des États membres, ci-après dénommées "banques centrales nationales", d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux institutions, organes ou organismes de l'Union, aux administrations centrales, aux autorités régionales ou locales, aux autres autorités publiques, aux autres organismes ou entreprises publics des États membres; l'acquisition directe, auprès d'eux, par la Banque centrale européenne ou les banques centrales nationales, des instruments de leur dette est également interdite.
2. Le paragraphe 1 ne s'applique pas aux établissements publics de crédit qui, dans le cadre de la mise à disposition de liquidités par les banques centrales, bénéficient, de la part des banques centrales nationales et de la Banque centrale européenne, du même traitement que les établissements privés de crédit.

Jamais donc, la banque centrale européenne n'a acquis de titre DIRECTEMENT auprès de la Grèce ou de ses administrations locales. La BCE a racheté de la dette AUX BANQUIERS (pardon, aux système financier privé), ce qu'elle a tout à fait et toujours eu le droit de faire.

Alors quand les gens me disent que la BCE a violé le traité, bah ça me fait rire, parce que ce qu'a fait (en grande quantité certes) la BCE depuis quelques temps, elle l'a toujours fait, lors d'opération de refinancement (open market etc.) et de mise à disposition de liquidités.

Cordialement

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

MICHEL

le 14 septembre 2011 - 8:22 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Il serait intéressant de savoir combien de fois certains emprunts coutent au final. Un peu comme un crédit revolving qui au total va couter 2,3 ou plus de fois la somme empruntée car on ne peut payer que les intérêts.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

STANISLAS JOURDAN

le 14 septembre 2011 - 10:35 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



@ Lior : tu as raison, la relation création monétaire ==> inflation est loin d'être aussi simple que ne le voudraient les monétaristes (dont les théories sont largement admises dans la société civile).

Et j'ai moi même favorisé la simplicité dans cet article en admettant le "risque inflationniste", pour ne pas rentrer dans ce très long débat...

Mais il faut effectivement prendre avec recul la théorie monétariste.

Voir par exemple cet article qui démonte en pièce cette prétendue vérité : <http://postjorion.wordpress.com/2011/08/28/202-j-halpern-le-financement-direct-des-deficits-par-la-banque-centrale-est-il-inflationniste/>

D'autres économistes estiment même que c'est la hausse des taux directeurs (et non la baisse) qui provoque l'inflation ! (par une hausse des coûts de financement des entreprises qui se répercute sur les prix).

Je cite également Galbraith dans *Les mensonges de l'économie* :



S'il y a plus tard une expansion avec menace d'inflation, une hausse du coût de l'emprunt, elle aussi décidée par la Fédéral Reserve et appliquée à ses prêts aux banques affiliées, relèvera les taux d'intérêt. Les entreprises restreindront alors leurs investissements, les consommateurs leurs emprunts, l'optimisme excessif sera contré, les prix stabilisés, et on sera donc garanti contre l'inflation.

La difficulté, c'est que ce processus, aussi plausible que satisfaisant, est un credo économique bien ancré qui n'existe pas dans la vie réelle. Cette croyance repose sur une théorie apparemment convaincante, mais pas sur la réalité ni sur l'expérience pratique.



Sinon concernant la violation des traités par la BCE, effectivement la BCE n'achète pas directement de bons du trésors, mais son action favorise tout de même le financement des états (même si en fait, ça favorise surtout les banques qui se délestent d'obligations risquées)

Je crois que personne ne dit le contraire de toi Liior, mais certains économistes/analystes (comme Lordon ou François Leclerc) estiment qu'il s'agit d'une violation de **l'esprit des traités**, ce qui est légèrement différent. ;-)

VOUS AIMEZ



1

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

LIOR

le 14 septembre 2011 - 10:48 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK

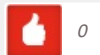


@Stanislas : "Et j'ai moi même favorisé la simplicité dans cet article en admettant le "risque inflationniste", pour ne pas rentrer dans ce très long débat..."

Je sais, c'est bien pour ça que j'ai commencé en disant que tu t'étais "autocensuré" pour ne pas trop choquer la doxa monétariste ^^

Cordialement, et merci encore à toi.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

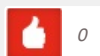
DOUNIA

le 1 novembre 2011 - 17:15 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Excellent, mieux que tous mes cours de macro économie, si j'avais eu un prof tel que vous, l'économie eut été tellement plus agréable!!!!

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

10 pings

De staatsschuld voor dummies | DATAPANIK le 29 août 2011 - 20:34

[...] La dette expliquée aux nuls Share this: DelenE-mailPrintDiggFacebookRedditTwitterStumbleUpon Dit bericht is geplaatst in GEEN MENING. Bookmark de permalink. ← The Antics Roadshow (compiled by Banksy) [...]

Apprendre 2.0 | Blog | Banque et pyramides de ponzi le 29 août 2011 - 23:49

[...] [relier avec – http://owni.fr/2011/08/29/pourquoi-il-ne-faut-pas-rembourser-la-dette-de-letat/](http://owni.fr/2011/08/29/pourquoi-il-ne-faut-pas-rembourser-la-dette-de-letat/) – <http://www.apprendre2point0.org/dette-et-pyramide-de-ponzi/> Afin d'enrichir cet article, [...]

Pourquoi il ne faut pas rembourser la dette publique | Tête de Quenelle ! le 30 août 2011 - 12:09

[...] *poser la question de la légitimité du remboursement de la dette publique. Je vous invite à aller lire l'article sur OWNI, mais j'aimerais profiter de cet article pour glisser quelques remarques et explications [...]*

Quand la main droite de l'Etat feint d'ignorer ce qu'a fait la main gauche « Le crépuscule des consentants le 30 août 2011 - 15:11

[...] *On nous dit même, dans un retournement de situation pour le moins hardi et un accès de naïveté confondante, qu'au fond, ce sont les intérêts de la dette qui nous mettent dedans. Haro sur le créancier ! Le salaud. L'infâme. Voici la résurgence de cette figure moyenâgeuse au nez crochu. [...]*

links for 2011-08-30 « My Weblog le 31 août 2011 - 1:02

[...] *La dette expliquée aux nuls » OWNI, News, Augmented (tags: finance presse france dette) [...]*

links for 2011-08-30 — Lyonel Kaufmann blogue... le 31 août 2011 - 4:01

[...] *La dette expliquée aux nuls | OWNI «Lorsque l'on parle de dette, il est de coutume de dire que « l'État vit au dessus de ses moyens », que le modèle social français n'est plus soutenable, et qu'il faut donc réduire les dépenses. [...]*

La dette expliquée aux nuls | OWNI — Lyonel Kaufmann blogue... le 31 août 2011 - 7:55

[...] *La dette expliquée aux nuls | OWNI [...]*

déménagement & dettes « Si ça continue, ça va pas durer... le 8 septembre 2011 - 18:36

[...] *mécanisme de la dette est bien expliqué par un article paru chez OWNI qui mérite vraiment d'être lu en entier. Un court [...]*

Politique by pierre-paul - Pearltrees le 9 décembre 2011 - 1:56

[...] *aujourd'hui à donner de l'argent aux détenteurs des bons du Trésor français. Qui sont-ils ? La dette expliquée aux nuls » OWNI, News, Augmented [+] Eva Joly home • contact • blog • fb • twitter to [...]*

La dette expliquée aux nuls | OWNI « Lyonel Kaufmann blogue... (old) le 13 août 2012 - 10:36

[...] *La dette expliquée aux nuls | OWNI [...]*

